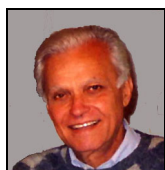


## ECLAIRER LES ENJEUX PAR LA RECHERCHE



Pour répondre au souhait exprimé par les chercheurs et les praticiens de l'économie sociale de disposer d'un lieu de rencontre et de débat, le CIRIEC anime, tous les deux ans, une [Conférence internationale de recherche en économie sociale](#). La première édition s'est déroulée à Victoria (Canada), du 22 au 25 octobre 2007. Plus de 350 participants, venus du monde entier, ont présenté quelque 160 communications, sélectionnées parmi les 300 propositions reçues. La prochaine conférence se tiendra à Östersund (Suède), les 1<sup>er</sup> et 2 octobre prochain, à l'initiative du CIRIEC-Suède et de la Mid Sweden University, autour du thème : « L'économie sociale dans un monde en crise ».

Les objectifs sont d'accroître, à l'échelle internationale, la connaissance scientifique et la reconnaissance de l'économie sociale, de renforcer et d'encourager la recherche participative entre chercheurs et praticiens et de leur fournir, ainsi qu'aux décideurs politiques, la possibilité d'échanger connaissances et points de vue sur l'économie sociale dans différents contextes nationaux

Les thèmes de la conférence témoignent de la volonté des organisateurs d'éclairer les grands enjeux auxquels les coopératives, les mutuelles et les associations sont aujourd'hui confrontées : la pluralité des formes d'entreprises, la préservation du capital social, la création d'emplois et la durabilité environnementale, sociale et économique, les modes de gouvernance conciliant démocratie et efficacité, les nouvelles politiques publiques, les disparités régionales, ... sur fond de crise mondiale.

La section française, au travers de ses groupes de recherche, contribuera activement aux travaux de la conférence.

Nul doute que cette manifestation aura un grand retentissement, tant auprès de la communauté scientifique que des entreprises et organisations qui agissent au service de l'intérêt général et de l'intérêt collectif.

[Marcel Caballero](#)  
Vice-président du CIRIEC-France

# ACTUALITE

## LE GROUPEMENT NATIONAL DE LA COOPERATION DEMISSIONNE DU CONSEIL DES ENTREPRISES ET GOUPEMENTS DE L'ECONOMIE SOCIALE

« Le CA du GNC réuni le 8 juillet 2007 a décidé de ne plus adhérer au CEGES. Suite à la modification des statuts du CEGES adoptée le 12 mai dernier, à laquelle le GNC s'était opposé, le GNC considère que le mode actuel d'organisation et de fonctionnement du CEGES ne correspond pas aux positions clairement exprimées par la famille coopérative.

Le GNC est un acteur important de l'économie sociale et sa décision à l'égard du CEGES ne remet pas en question sa volonté de poursuivre avec les autres familles composantes de l'économie sociale un dialogue et une collaboration sur des actions concertées. Un courrier en ce sens a été adressé le 8 juillet par le Président du GNC aux Présidents des familles de l'économie sociale »

[\(Communiqué du GNC\)](#)

## La transposition du statut de la SCE enfin aboutie !

La transposition du statut de la société coopérative européenne (SCE) en droit français vient enfin d'être finalisée avec l'adoption, le 22 juin 2009, du décret relatif à la société coopératif européenne, n° 2009-767 (JO du 24 juin).

La longueur exceptionnelle des procédures d'adoption du statut, au plan européen, puis de sa transposition dans la législation nationale illustre la difficulté qu'a l'économie sociale à obtenir la reconnaissance de sa spécificité. La revendication de statuts européens pour les coopératives, mutuelles et associations remonte au début des années 80 !

## Malakoff Médéric vise 10 millions de personnes protégées en 2012

Le groupe paritaire de protection sociale, créé le 1er juillet 2008, publie le chiffre d'affaires et les résultats combinés de sa première année d'exercice. Celle-ci s'est caractérisée par un chiffre d'affaires en forte hausse (+10,3%) et un résultat net de +117 millions d'euros.

Le groupe paritaire veut ouvrir plus de 100 boutiques pour proposer des surcomplémentaires aux particuliers et créer une plate-forme en santé regroupant 10 millions de personnes protégées.

(La Tribune et Les Echos du 30 juin, Fil-social.com du 29 juin)

## Réunion du CCUE à Bruxelles

Le Comité de Coordination de l'Union Européenne de [Coopératives Europe](#) s'est réuni le 19 juin à Bruxelles. Deux points importants figuraient à l'ordre du jour, la question du dialogue social et des

entreprises coopératives et la décision sur l'adhésion à la nouvelle structure mise en place par Social Economy Europe (SEE).

Sur la question du dialogue social et des entreprises coopératives, un premier état des lieux a été fait par Coopératives Europe au travers de deux projets réalisés avec le soutien financier de la Commission européenne, auxquels le GNC a participé en tant que partenaire. La discussion sur l'opportunité de poursuivre les travaux en vue d'une reconnaissance de Coopératives Europe par la Commission européenne en tant que partenaire du dialogue social a montré un faible soutien à une telle démarche. Par contre il a été convenu de poursuivre les travaux, d'affiner l'état des lieux existant et d'encourager les échanges d'informations et d'expériences. Un groupe de travail va être créé à cet effet.

Pour ce qui est de l'adhésion à la nouvelle structure mise en place par SEE, Coopératives Europe a décidé de ne pas y participer pour l'instant. Les objectifs de cette structure, la composition, le mode de gouvernance ne tiennent pas compte des positions exprimées à plusieurs reprises par Coopératives Europe et ne respectent pas la place des mouvements. Cette décision de ne pas adhérer pourra être revue en fonction des évolutions de SEE. Coopératives Europe se sent par ailleurs pleinement acteur de l'économie sociale et poursuivra ses actions en faveur de sa promotion.

(in *Actualité coopérative* n° 24/09)

## Coopératives de consommateurs : l'inter-coopération face aux alliances

**A** l'occasion de leurs Rencontres inter-coopératives, le 30 juin à La Rochelle, les coopératives de consommateurs ont débattu sur le thème « Comment concilier durablement projet coopératif et alliances commerciales ? ». Coop Alsace, Coop Atlantique, Les Coopérateurs de Champagne et le Groupe Coop Normandie-Picardie ont tracé des pistes d'inter-coopération à l'heure des alliances avec la grande distribution (Système U, Leclerc, Carrefour, Casino, Leader Price...) : échanges de bonnes pratiques en matière notamment de fidélisation et de recrutement des sociétaires, et actions collectives de communication.

Avec un million de sociétaires et plus de 1000 magasins en France qui génèrent 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires, les coopératives de consommateurs sont leaders dans leurs régions.

Pour en savoir plus : [cvieuille@coop-atlantique.fr](mailto:cvieuille@coop-atlantique.fr)

## Décès d'Antoine Antoni, co-fondateur du Groupement National de la Coopération

**Antoine Antoni**, figure emblématique de la Coopération et du Mouvement Scop, est décédé le 4 juillet dernier à l'âge de 92 ans. Secrétaire Général de la Confédération Générale des Scop de 1946 jusqu'à sa retraite en 1980, Antoine Antoni est également l'un des fondateurs du Groupement National de la Coopération qu'il a présidé de 1979 à 1984. Titulaire d'une licence en Droit, il succède à son père à la direction d'EGCB, Scop du BTP, en 1940.

En tant que Secrétaire Général, il fut l'artisan de profonds changements à la CG Scop qu'il dota d'une politique de formation, de prévention des sinistres économiques, d'appui à la gestion et d'outils financiers. Il a contribué à la création en 1976 du Groupe parlementaire de la coopération, à l'Assemblée Nationale. Outre ses mandats au sein notamment du Conseil Supérieur de la Coopération et de la Caisse centrale de crédit coopératif, Antoine Antoni a été membre du Conseil économique et social de 1947 à 1984, et secrétaire de son bureau de 1959 à 1984.

Au niveau international, il obtint de l'Alliance Coopérative Internationale la création en 1937 du Cicopa (Comité international des coopératives de production et artisanales) dont il assurera la présidence jusqu'en 1980. En 1979, il est l'un des créateurs du Cecop (Comité européen des coopératives de production).

## L'économie sociale en chiffres

L'INSEE vient de publier une nouvelle série de chiffres sur l'économie sociale.

2,146 millions de personnes travaillent dans l'économie sociale (hors bénévoles), soit 10% de la population active. Cette publication nous apprend également que le secteur c'est 70 % d'emplois féminins, contre 45% dans le reste de l'économie. Mais l'on constatera aussi que les emplois à temps partiel sont plus fréquents. Enfin, comme enseignement significatif, on notera que les associations (qui ne sont pas toute l'économie sociale, mais qui emploient 1.7 millions de salariés) se répartissent comme suit par zone d'activité : 45 % dans l'action sociale, 20 % dans l'éducation, 8% dans la santé, 4 % dans le sport, 3% dans le domaine culturel.

### Les mutuelles d'assurance.

41 mutuelles

33 000 salariés

17.4 millions de sociétaires (automobiles et muti-risques habitation)

21.4 millions de sociétaires au total, dont 3.4 millions de bénéficiaires en âge scolaire

11 milliards d'€ de cotisations, en croissance de 2.90%

### Les mutuelles de santé

2000 mutuelles ou unions de mutuelles de santé

2000 services de soins et d'accompagnement mutualistes

Un poids économique de 18.8 milliards d'€ de cotisations

55.000 salariés et 110. 000 bénévoles

38 millions de personnes protégées

### Le secteur associatif

1 million d'associations (dont près de 100.000 dans le secteur sanitaire et social)

Un poids économique de 50 milliards d'€. Plus d'un million d'emplois.

### Les fondations

Près de 2000 fondations employant plus de 31 000 salariés (550 entreprises d'insertion)

Un milliard d'€ d'épargne solidaire.

### Coopératives

21 000 entreprises coopératives

Poids économique : 106 milliards d'€

700.000 salariés et 20 millions de sociétaires

## POINT DE VUE

### Economie pas sociale

« *Dans certains cercles on s'en va dire ici ou là que les comités d'entreprise dont on vante à juste titre les mérites, sont au coeur de l'économie sociale. Séduisant mais démagogique. Les C.E ne sont pas des acteurs de l'économie sociale, mais des prescripteurs, ce qui est déjà très important. Faire entrer le salaire différé dans un ensemble servant des visées exclusivement économiques, aussi louables soient-elles, est une erreur. Les C.E ont une fonction autre. En premier lieu, ils sont les veilleurs de la situation économique de l'entreprise. En second lieu, ils n'ont pas vocation de capitaliser le salaire différé, mais de mutualiser des actions, ce qui rend leur tâche difficile, répartir cette part de salaire à travers des activités qui elles, peuvent être liées à l'économie sociale.*

*C'est un point de doctrine, peut-on dire, qui nous différencie d'autres organisations, mais il est essentiel. Pour nous, mélanger les genres n'est pas une bonne chose, et l'on peut à juste titre soupçonner là quelques arrières pensées boutiquières, qui caractérisent ceux qui, d'une signature, verraient bien le paysage syndical comme un marché ».*

**Bernard NOULIN**

<http://www.force-ouvriere.fr/economie-sociale>

## VOUS SOUHAITEZ PUBLIER ? LE CIRIEC VOUS ATTEND

La collection du CIRIEC chez l'éditeur Peter Lang : "**Economie sociale & Economie publique**", dont les directeurs sont les professeurs [Benoît Lévesque](#) et [Bernard Thiry](#), rassemble des ouvrages proposant, dans une perspective internationale, des analyses des organisations et des activités économiques orientées vers l'intérêt général et l'intérêt collectif.

La collection se veut un nouveau vecteur de diffusion et de valorisation d'une activité scientifique grandissante dans une approche pluridisciplinaire. La collection permet de publier des ouvrages réalisés par les membres du réseau du CIRIEC, mais est **aussi ouverte à des personnes extérieures** à ce réseau <http://www.peterlang.com/Index.cfm?vLang=E&vSiteID=&vSiteName=SearchSeriesResult%2Ecfm&VSERIESID=ESEP&>. Toute proposition d'ouvrage est à envoyer au secrétariat du CIRIEC ([ciriec@ulg.ac.be](mailto:ciriec@ulg.ac.be)).

## A LIRE

### [Evolution des politiques publiques : Avenir du service public en France](#)

Du fait de leur rôle dans le cadre de la protection sociale, mais aussi de leur implication en faveur de l'intérêt général, les mutuelles portent une attention particulière aux mutations en cours des services publics. Dans un souci de compréhension, pour une action adaptée aux enjeux actuels et à venir, la [Mutualité de la Fonction Publique](#) (MFP) a organisé le 2 avril 2009, à l'Institut Montsouris, à Paris, une conférence sur l'évolution des politiques publiques en France, autour de trois temps forts : un premier temps pour planter le décor, à travers une réflexion sur l'origine de la conception française du service public et sur la réforme en cours actuellement en France. Ensuite, un deuxième temps pour interroger cette évolution, dans le contexte européen et à partir d'expériences menées ailleurs en Europe et dans le monde. Enfin, un troisième temps consacré à une approche prospective sur les évolutions futures des services publics.

Compte-rendu complet : <http://www.pourlasolidarite.eu/Evolution-des-politiques-publiques?lang=fr&retour=y>

### « L'économie sociale, en quête de reconnaissance institutionnelle. L'exemple du statut de l'association européenne »

Ce « working paper », réalisé par [Pour la Solidarité](#), étudie la difficulté de la reconnaissance institutionnelle de l'économie sociale dans l'Union Européenne, en analysant les obstacles empêchant à la politique européenne des associations de se hisser jusqu'au rang des enjeux majeurs de l'agenda européen. Alors que le statut de l'Association Européenne pourrait s'avérer un point de ralliement d'un mouvement associatif européen en construction perpétuelle, il révèle au contraire la fragilité d'une Europe élargie - parfois trébuchante- à élaborer un consensus sur certaines questions d'affaires sociales de l'UE.

Pour télécharger, cliquer [ici](#)

## Palmarès 2009 Prix Charles Gide

La 15ème édition du « *PRIX CHARLES GIDE* » du meilleur reportage en économie sociale, attribué par la [Fondation Crédit Coopératif](#) aux étudiants de dernière année des écoles de journalisme reconnues par la profession, a rendu son palmarès 2009 en juin dernier.

Primés : Ioana Doklean – IPJ Paris (Premier prix), « *L'énergie verte, moteur d'Enercoop* », Mathieu Guillerot – EJC Marseille (Deuxième prix), « *Recycler, leur pain quotidien* » et Maud Noyon – CFJ Paris (Troisième prix), « *L'école du couvert d'argent* ».

Retrouvez les articles primés, le règlement du concours et la composition du jury sur [www.credit-cooperatif.coop/fondation\\_cc.html](http://www.credit-cooperatif.coop/fondation_cc.html).  
Date de lancement de la prochaine édition du concours : novembre 2009.

## La ville durable : un nouveau modèle urbain

Le 3 juin 2009, le Think Tank européen *Pour la Solidarité* organisait à Liège (Belgique) un séminaire pour les professionnels de l'aménagement urbain afin d'échanger sur les dispositifs à mettre en place dans les communes wallonnes désireuses d'investir dans le développement durable de leur territoire. Si l'idée de rendre la ville durable est reprise à l'unisson, par des responsables politiques, associatifs, des scientifiques ou des acteurs du monde économique, notamment en Europe, elle fait aussi l'objet de nombreuses critiques.

PLS a mené en 2008 une [recherche approfondie](#) pour tenter de cerner les enjeux de la ville durable en analysant les concepts de « développement durable », de « croissance économique » et de « phénomène urbain », qui constituent l'assise de la ville durable, en replaçant la notion dans le contexte de l'Union européenne, entité supranationale qui présente la double particularité d'avoir une identité urbaine commune et de mener une action volontariste en matière de développement durable et en réfléchissant à la façon de juger de la durabilité d'un projet. Des [bonnes pratiques de 50 villes](#) européennes ont été sélectionnées pour illustrer la diversité et l'opérabilité des applications du développement urbain durable, géographique comme thématique. A l'occasion du séminaire, les participants ont pu s'approprier les thèses défendues par l'ouvrage « [Construire des villes européennes durables](#) » ainsi que les bonnes pratiques européennes sélectionnées. Le séminaire se voulait surtout l'occasion d'une réflexion commune sur les dispositifs à mettre en place dans les communes wallonnes notamment concernant le réaménagement des quartiers dits sensibles, le développement de modes de transport propres et accessibles à tous et la formation multidisciplinaire des acteurs d'une ville durable. Le séminaire s'est conclu par un débat sur les financements européens mobilisables pour soutenir la création de zones urbaines durables.

Un autre séminaire de ce type sera organisé à Paris en partenariat avec l'ICOSI à l'automne prochain.

[Téléchargez](#) le compte-rendu de ce séminaire.

Les actes du débat organisé, le 9 juin 2009 à Paris, « [Face à la crise : les autres réponses des coopératives](#) » ont été publiés dans un supplément de la *Lettre du GNC* n° 358.

Ils sont téléchargeables s/ PDF : [www.entreprises.coop](http://www.entreprises.coop)

# AGENDA

Les 9 et 10 novembre 2009, à Chamonix Mont-Blanc (France), des dirigeants et acteurs d'entreprises et organisations d'économie sociale se réuniront pour les quatrièmes [Rencontres du Mont-Blanc](#). Le thème central de ces Rencontres portera sur la question : « Comment nourrir la planète ? Quel rôle pour l'économie sociale ? »

Les quatrièmes Rencontres du Mont-Blanc seront donc l'occasion d'une analyse de la situation mondiale des enjeux alimentaires, de présenter des expériences et des réalisations mais aussi de partager sur des projets déjà existants et d'en lancer de nouveaux pour tenter de « mieux nourrir la planète ».

Bien entendu, ces Rencontres feront le point sur les projets et engagements présentés ou lancés lors des éditions de 2004, 2005 et 2007 concernant aussi bien les défis énergétiques que les logiciels libres, la monnaie solidaire, l'investissement socialement responsable, la création d'un réseau international de fondations d'économie sociale, le fonctionnement de l'Oires...

Comme pour les éditions précédentes, des dirigeants de coopératives, mutuelles, associations, fondations, ONG... participeront à ce sommet international ainsi que des représentants d'institutions internationales (Pnud, Pam, FAO, Cnuced, BIT, ACI...) des universitaires chercheurs, des représentants de mouvements syndicaux et sociaux.

Inscriptions : [info@rencontres-montblanc.coop](mailto:info@rencontres-montblanc.coop)

## 2<sup>ème</sup> CONFERENCE MONDIALE DE RECHERCHE EN ECONOMIE SOCIALE DU CIRIEC

La deuxième Conférence mondiale de recherche en économie sociale se tiendra à Ostersund (Suède), les 1 et 2 octobre 2009. Son thème général : « [L'économie sociale dans un monde en crise](#) » autour duquel s'organiseront de nombreux ateliers thématiques (le capital social, les nouvelles politiques publiques face à la crise, la gouvernance, la création d'emploi,...)

Les organisateurs locaux sont le CIRIEC-Scandinavie et la Mid-Sweden University.

[http://socek.se/ciriec\\_research\\_2009](http://socek.se/ciriec_research_2009)

Séminaire international « [Production biologique et équitable en Europe et dans le monde](#) » organisé par Coopératives Europe. Bologne (Italie), le 12 septembre 2009. [s.buglione@alceneromielizia.it](mailto:s.buglione@alceneromielizia.it)

Petit déjeuner « [Rapport de la commission Stiglitz, Sen, Fitoussi](#) » organisé par le CEGES et le Club de l'Economie Sociale. Paris, 22 septembre 2009. <http://www.ceges.org>

29<sup>ème</sup> Rencontre nationale du Groupe Crédit Coopératif « [Quand la mer se retire, que voit-on de l'économie sociale ? Ou notre contribution à la recherche du bonheur](#) ». Paris, 8 octobre 2009. [com@credit-cooperatif.coop](mailto:com@credit-cooperatif.coop)

Séminaire d'étude « [L'économie sociale en Europe : quelle reconnaissance et quelles évolutions au niveau européen ?](#) » organisé par CHORUM. Bruxelles, 20 et 21 octobre 2009. [brigitte.lesot@chorum.fr](mailto:brigitte.lesot@chorum.fr)

Colloque européen « [Construire des villes européennes durables](#) » organisé par l'ICOSI et POUR LA SOLIDARITE. Paris, 30 octobre 2009. [info@icosi.org](mailto:info@icosi.org)

Université du CJDES « [L'argent, une valeur sans valeurs](#) », organisée en partenariat avec Sciences Po Lille. 5 et 6 octobre 2009. [www.cjdes.org](http://www.cjdes.org)

## ADHESION AU CIRIEC-FRANCE

Association sans but lucratif  
le CIRIEC-France est composé d'adhérents  
personnes morales et personnes physiques  
intéressées par la recherche et l'information  
sur l'économie publique, l'économie sociale  
et les institutions paritaires.

Informations-adhésions : [info@ciriec-france.org](mailto:info@ciriec-france.org)

Si vous souhaitez contribuer à alimenter les *Brèves* : [marcel.caballero@club-internet.fr](mailto:marcel.caballero@club-internet.fr)

**CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET D'INFORMATION**  
**SUR L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE**

**CIRIEC-France**

7 passage Tenaille – F – 75014 Paris

Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : [info@ciriec-france.org](mailto:info@ciriec-france.org)

[www.ciriec-france.org](http://www.ciriec-france.org)